**Note FSU emploi/chômage – Extrême droite**

Pour analyser les axes programmatiques du Front National concernant « l’emploi et le chômage », il est nécessaire de croiser plusieurs paramètres qui sont au cœur du programme politique de la formation d’extrême droite.

Alors que le chômage et l’emploi sont des questions sociales centrales, l’extrême droite n’en fait pourtant pas un thème central de son activité politique. Le « tournant social » entamé dans les années 90 et accéléré depuis l’arrivée de Marine Le Pen aux commandes n'a pas modifié la donne.

Le premier élément à examiner tient dans le programme économique du FN aux conséquences lourdes sur la situation de l’emploi.

La clef du programme économique du FN est la « sortie de l’Euro ». Cette mesure est présentée comme « la condition de la renaissance économique de la France ». Elle serait « précédée par une période de négociation de six mois et validé par référendum ». Mais de facto, ce dispositif assorti d’un volet protectionniste dont l’instauration de protection douanière, entrainerait automatiquement des réactions fortes d’hostilité et de rétorsion des pays se jugeant lésés par de telles mesures. Concrètement, ce rétablissement du franc qui par ailleurs cohabiterait avec l’Euro, correspondrait à une sorte de « dévaluation compétitive ». Une mesure économique qui entrainerait une baisse du pouvoir d’achat des salariés, des chômeurs, des retraités. Le poids de la dette publique par l'explosion des taux d’intérêt.

Les quotas d’importations, la préférence nationale économique risquent d’entrainer en représailles une baisse des exportations. Alors qu’un quart de la production nationale est consacré aux exportations et qu’un quart de la consommation interne provient des importations.

Les conséquences en termes d’emploi et de chômage peuvent donc être dramatiques.

La préférence hexagonale ou le patriotisme national visent soi-disant à protéger de la concurrence internationale les secteurs exposés du capitalisme français ou à défendre clientèles cibles de la formation d’extrême droite : les petits commerçants, les PME-PMI, l’artisanat, les professions libérales.

L’autre aspect du programme du FN est bien sûr de rendre responsable l'immigration et les immigrés du chômage, en ciblant en particulier des populations dont les Roms. On est là sur le territoire historique et classique de l’extrême droite. Marine Le Pen exige de stopper l’immigration, de passer de « 200000 entrées par an à 10000 entrées en privilégiant les talents qui permettront le rayonnement de notre pays et l’innovation ». Dans la vision fantasmagorique et cauchemardesque du FN, il s’agit de substituer mécaniquement les emplois des travailleurs immigrés par des emplois réservés aux français. Or la moyenne annuelle de l’immigration est de l’ordre de 200000 personnes dont 50000 européens pour une population globale de 66 millions d’habitants. Rappelons que 100000 personnes quittent le territoire chaque année composées de français partant à l’étranger et d’immigrés rentrant dans leur pays d’origine.

Sur les 100000 personnes entrant « légalement » : 50000 relèvent du regroupement familial 15000 à 10000 sont des étudiants 20000 représentent « l’immigration légale du travail » Le reste étant des demandeurs d’asiles.

A l’échelle européenne, la France est dépassée en matière de proportion d’immigré par la Norvège, l’Italie, l’Espagne (deux fois supérieure), ainsi que l’Allemagne et la Suisse.

Nous ne prolongeons pas plus l’argumentation puisqu’une note sur l’immigration en est l’objet (bénéfices et apports économiques de l’immigration, impossibilité de la substitution des emplois immigrés/ français).

En continuant de parcourir les axes centraux des programmes de l’extrême droite, on croise la dimension Etat répressif et obsession sécuritaire. Il n’y a pas, rappelons-le, en tant que telle de pensée construite concernant le chômage et la nécessité absolue de son recul.

Le FN défend un « Etat gendarme » pratiquant la tolérance zéro, avec une obsession à l’égard de la lutte contre les « fraudes sociales » dont la cible sont les « assistés » dont les chômeurs et les immigrés. « Les étrangers en situation légale qui ne trouvent pas de travail seront incités à retourner dans leur pays au bout d’un an d’inactivité (et leurs cotisations retraites seront restitués sous forme de capital). Avec – ajouté dans leur programme- «  la possibilité dans le droit français, de régulariser les immigrés clandestins sera supprimée ». «Un secrétariat d’état à la lutte contre la fraude»   serait créé.

Les prestations sociales seront également régies par la préférence nationale, on peut donc en déduire que les allocations chômage notamment ou le RSA sont directement ciblés.

Le durcissement des sanctions à l’encontre des chômeurs répond à leur logique générale.

Pour finir sur ce programma somme tout incohérent et fait de bric et de broc, le FN prétend qu’il assurera par « la ré-industrialisation planifiée par l’Etat » la relance de l’économie et la création d’emplois. Or c’est absolument le contraire. La sortie de l’Euro produira, comme nous l’avons vu plus haut dans ce texte, une récession profonde. Les autres pays répondront aux mesures coercitives hexagonales par une lutte acharnée. A l’heure du mondialisme économique, il est difficile d’extraire des produits fabriqués la « partie internationale «  qui leur appartient. Les produits français - pur fruit, pur sucre-étant minoritaire.

Tout cela donne un programme extrêmement dangereux. Nous ne sommes pas à l'abri d'une offensive consistant à structurer des comités de chômeurs organisés autour du slogan "du travail pour les chômeurs français", dont l'impact pourrait être important.